

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du lundi 18 décembre 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 17
Procuration(s) : 8
Absent(s) : 1
Nombres de votants : 25
Votes pour : 25
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : vendredi 8 décembre 2023

DELIBERATION N°DL_CP2023_0255

Relative au projet de décret portant normes d'accueil en local de rétention administrative à Mayotte

L'an deux mille vingt-trois, le dix-huit décembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Faranti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI,
Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE donne pouvoir à Madame Rosette VITTA,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE,
Monsieur El Anrif HASSANI donne pouvoir à Madame Faranti MDALLAH,
Monsieur Nadjayedine SIDI donne pouvoir à Monsieur Madi Moussa VELOU,
Madame Zaounaki SAINDOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI,
Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI,
Madame Echati ISSA donne pouvoir à Madame Zouhourya MOUAYAD BEN

Conseiller départemental absent :

Monsieur Salime MDERE

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu la délibération n°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021, relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu la lettre de saisine du Préfet de Mayotte du 23 octobre 2023 ;
- Vu le rapport n°2023-001990 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Vu l'avis de la Commission Administration Générale, Transport et Transition Ecologique du jeudi 14 décembre 2023 ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,**

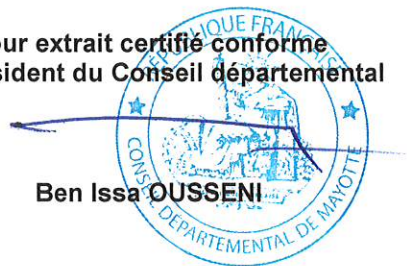
DECIDE

Article 1 : d'émettre un avis favorable au projet de décret portant normes d'accueil en local de rétention administrative à Mayotte ;

Article 2 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication «et affichage» et sa transmission au Représentant de L'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI





**PRÉFET
DE MAYOTTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le Secrétaire Général

Envoyé en préfecture le 04/01/2024

Reçu en préfecture le 04/01/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20231218-DL1812230255-DE



BORDEREAU D'ENVOI

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU



Date : le 18/10/2023

OBJET	NOMBRE	OBSERVATION
Projet de décret relatif aux normes d'accueil en local de rétention administrative à Mayotte Procédure d'urgence	1	Transmis pour attribution (Cabinet et DGS) Je vous remercie de bien vouloir dater et signer le bordereau et le courrier et les remettre à l'huissier

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général

Sabry HANI

Le Secrétariat Général

Mamoudzou, le 18 octobre 2023



Le préfet de Mayotte
Délégué du Gouvernement

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU

Objet : Projet de décret relatif aux normes d'accueil en local de rétention administrative à Mayotte
P. Jointe: 1

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le projet de décret relatif à la délivrance du conseil stratégique prévu à l'article R. 254-26-2 du code rural et de la pêche maritime.

En application de l'article L. 3444-1 du code général des collectivités territoriales, je vous serais obligé de bien vouloir recueillir l'avis du conseil départemental sur ce texte, selon la procédure d'urgence.

Je vous remercie de bien vouloir nous le transmettre par messagerie aux adresses suivantes :

secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr
consultation@mayotte.pref.gouv.fr

Je vous rappelle que l'avis du conseil départemental est à notifier expressément sous délai de **15 jours** en cas d'urgence sur demande du représentant de l'État.

Sans réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé acquis.

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général


Sabry HANI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'intérieur et des outre-mer

Décret n° du
Relatif aux normes d'accueil en local de rétention administrative à Mayotte

NOR : INT

***Publics concernés :** étrangers ; services administratifs en charge de l'administration des étrangers.*

***Objet :** modification de la partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.*

***Entrée en vigueur :** le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

***Notice :** le décret prévoit, à Mayotte, de prolonger pour quatre ans l'adaptation des normes d'accueil en local de rétention administrative, en les rapprochant de celles applicables sur le reste du territoire français.*

***Références :** ce décret modifie le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. Il peut être consulté ainsi que le texte qu'il modifie, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr/>).*

La Première ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Vu la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier ;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles R. 744-11 et R. 761-5 ;

Vu la saisine du conseil départemental de Mayotte en date du ... ;

Le Conseil d'État (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Article 1^{er}

Le 9° de l'article R. 761-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est remplacé par les dispositions suivantes :

« 9° Pour une durée de quatre ans à compter de la publication du décret n° XXX du XXX portant adaptation des normes d'accueil en local de rétention administrative à Mayotte, l'article R. 744-11 est ainsi rédigé :

« “ Art. R. 744-11. — Les locaux de rétention administrative doivent disposer de lieux d'hébergement ou de repos, d'équipements sanitaires en libre accès comprenant des lavabos, douches et cabinets d'aisance, des matériels nécessaires à la restauration, ainsi que d'une pharmacie de secours, sans préjudice de la possibilité d'accès, si nécessaire, à l'antenne médicale la plus proche aux fins d'une évaluation médicale. Ces locaux doivent également disposer des équipements permettant l'exercice effectif de leurs droits par les intéressés, notamment un téléphone en libre accès. ” ;

Article 2

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par la Première ministre :

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Gérald DARMANIN

Envoyé en préfecture le 04/01/2024

Reçu en préfecture le 04/01/2024

Publié le



ID : 976-229850003-20231218-DL1812230255-DE

Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer,
chargé des outre-mer,

Philippe VIGIER